



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Argentine-Pour-un-bilan-40-ans-apres-le-coup-d-Etat-militaire>

Argentine. Pour un bilan, 40 ans après le coup d'Etat militaire

- International - Amérique latine -



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le voyage d'Obama [23-24 mars 2016] en Argentine au moment du quarantième anniversaire du coup d'Etat militaire paraît être une bonne occasion pour passer en revue certaines questions qui peuvent nous aider à comprendre, d'une part, le rôle des Etats-Unis et de la classe dominante argentine en 1976 et, d'autre part, la nature de la dictature.

Tiré du site de À l'encontre.

Les Etats-Unis ont soutenu le coup d'Etat militaire et la répression

D'abord il faut affirmer que les Etats-Unis ont soutenu le coup d'Etat militaire de mars 1976. En 1976, Henry Kissinger, alors secrétaire d'Etat, a donné le feu vert pour la politique de séquestrations, de tortures et de morts mise en place par la dictature. En avril de cette année 1976, il a rencontré le ministre des Affaires étrangères en Argentine, César Guzzetti. D'après le mémorandum secret de cette réunion (dévoilé en 2004), Guzzetti avait déclaré : « Le principal problème que nous avons est le terrorisme », ce à quoi Kissinger avait répondu : « S'il y a des choses que vous devez faire, faites-le rapidement. » Ensuite, en août de la même année, Kissinger a rencontré Robert Hill, l'ambassadeur états-unien en Argentine, à qui il a confirmé l'échange qu'il avait eu avec Guzzetti. En 1977, déjà sous le gouvernement de Jimmy Carter [1977-1981], Hill a déclaré à Patt Derian, secrétaire d'Etat pour les Droits humains, qu'il pensait que le message de Kissinger à Guzzetti avait amené la dictature militaire à intensifier la répression.

Une longue tradition d'interventions et de coups d'Etat militaires

En 1976, la politique des Etats-Unis s'inscrivait dans une longue tradition d'agressions militaires et de soutien à des régimes sanguinaires. Même si ce fait est en général connu, il est utile de passer en revue la « liste » de ces pratiques, et c'est la raison pour laquelle je reproduis ici un passage de mon livre Valor, mercado mundial y acumulacion [Valeur, marché mondial et accumulation] :

« Si l'on prend uniquement la période de l'après-guerre jusqu'au milieu des années 1970, et sans prétendre à être exhaustifs, on peut noter les manoeuvres des Etats-Unis pour créer des "protectorats" : à Bornéo Britannique [territoire au nord-est de l'île de Bornéo, colonie de la Couronne britannique de 1946 à 1963], en Birmanie du Nord, au Koweït, au Qatar, au Bahreïn et en Oman ; l'organisation en 1953 du coup d'Etat qui a renversé le gouvernement nationaliste de Mossadegh en Iran pour installer le shah, favorable aux intérêts des compagnies pétrolières occidentales ; le soutien en 1954 au coup d'Etat militaire réactionnaire de Castillo Armas au Guatemala ; le débarquement en 1958 de troupes au Liban ; le soutien aux dictatures latino-américaines : de Stroessner au Paraguay, de Somoza au Nicaragua, de Perez Jimenez au Venezuela, de Trujillo à Saint Domingue, de Batista à Cuba, d'Odria au Pérou, de Rojas Pinillo en Colombie ; l'étouffement et l'attaque contre Cuba dès le moment où ce pays a décidé de devenir économiquement indépendant des Etats-Unis ; le débarquement en 1961 de troupes contre-révolutionnaires, avec le soutien des Etats-Unis, dans la Baie des Cochons [Cuba] ; les interventions en faveur de factions pro-états-uniennes au Guatemala en 1963, en Equateur en 1963 et en Honduras en 1963 ; le débarquement des Marines à Saint-Domingue en 1965 ; le soutien à la dictature en Indonésie, le soutien aux coups militaires au Brésil en 1964, en Argentine en 1966, au Chili en 1973 - après des actions de déstabilisation - , en Uruguay en 1973 et en Argentine en 1966, ainsi que la participation au plan Condor ; l'intervention militaire au Vietnam, ensuite étendue au Laos et au Cambodge ; les actions de déstabilisation à Chypre, au Bangladesh, en Grèce, pour générer des climats propices à des coups d'Etat ; et l'appui financier aux factions pro-étatsuniennes lors de guerres civiles ou contre-révolutionnaires en Angola. »

Mais c'est la bourgeoisie argentine qui était « responsable » du coup

Il y a quelques jours j'ai lu dans un journal de gauche l'affirmation que « les Etats-Unis ont été les responsables du coup militaire ». Or, sans oublier un seul instant ce que nous avons développé ci-dessus, il faut insister sur le fait que cette affirmation n'est pas correcte, car c'est la classe capitaliste argentine qui a été « responsable » du coup d'Etat de 1976.

La raison en était à la fois simple et brutale : il fallait mettre un terme au danger que représentaient le mouvement ouvrier combatif et les organisations armées. Dans les mois précédant le coup, l'« establishment » économique, les associations patronales et les principales figures politiques de l'opposition étaient arrivés à la conclusion que le gouvernement d'Isabel Perón [1er juillet 1974-24 mars 1976] ne pouvait pas redresser son orientation. La crise économique était aiguë et le mouvement ouvrier résistait aux plans d'« ajustement ». C'est la raison pour laquelle, en mars 1976, le coup a été présenté comme une solution quasi naturelle. C'est ainsi que les grands journaux (La Nación, Clarín, La Razón et La Opinión) ont dit qu'un coup d'Etat était « logique » et « inévitable », étant donné les « chaos », le « manque de contrôle », la « désintégration du pays », le « mauvais gouvernement » et « l'anarchie » du gouvernement d'Isabel Perón. Ils exprimaient ce que pensait une large majorité de la classe dominante.

De fait, on trouvait également ce même discours dans le Parti communiste. Dans sa déclaration du 25 mars 1976 sous le titre « Les communistes et la nouvelle situation en Argentine », ce parti affirmait : « Le coup d'Etat n'a pas été la mesure la plus adéquate pour résoudre la profonde crise politique et économique, culturelle et morale. Mais nous nous trouvons face à une nouvelle réalité. Nous sommes dans la situation de devoir juger les faits tels qu'ils sont. » Avec le temps on a vu apparaître des explications plus sophistiquées et apaisantes. Par exemple, Eugenio Zaffaroni, qui a été, il y a encore peu, membre de la Cour suprême de Justice [de 2003 à 2014 et docteur honoris causa de 22 universités !], a publié, avec Ricardo Cavallero, en 1980, en pleine dictature l'ouvrage intitulé : Droit pénal militaire. Dans ce livre il soutient qu'il « existe des situations dans lesquelles il y a un véritable danger actuel et imminent ou un mal très grave qui est déjà en train de se produire et qu'il est nécessaire d'éviter ou d'arrêter ». Des situations qui justifiaient à ses yeux les dictatures militaires et la peine de mort.

Mais le soutien civil qu'ont reçu les militaires n'était pas seulement discursif. Ricardo Balbin, le plus haut dirigeant de l'Union civique radicale (UCR), a promis de l'aide à Videla pour gouverner. Le Movimiento de Integración y Desarrollo (MID) et le Parti socialiste ont soutenu ouvertement la dictature. La position adoptée par des municipalités et d'autres instances a peut-être été encore plus significative. En 1978, il y avait dans le pays 301 maires de l'UCR (35% des maires du pays) ; 169 du péronisme (19,3%) ; 23% des organisations néo-péronistes (2,7%) ; 109 du Parti démocratique progressiste (12,4%), 94 du MID (10,7%) ; 78 des forces fédéralistes (8,9%) ; 16 des démocrates-chrétiens (1,8%) et 4 des Intransigeants (0,4%) (voir <http://cronicasdelfuego.blogspot.ch/2010/08/los-intendentes-del-proceso.html>).

Et il y a eu beaucoup d'autres collaborateurs dans de multiples instances de l'Etat. Mentionnons trois cas notables : Alicia Kirchner, l'actuelle gouverneure de Santa Cruz, a été sous-secrétaire de l'Action sociale dans cette province, sans interruption de 1975 à 1983, un poste ayant un rang de vice-ministre. L'ex-députée Elisa Carrió [qui a flirté avec de nombreux partis] a été nommée par la dictature conseillère du Ministère public dans la province de Chaco en 1979 ; puis, en 1980, elle a été secrétaire du procureur du Tribunal suprême de Justice de cette même province, avec le niveau et la hiérarchie de juge de chambre. Le secrétaire de la corporation de la Construction depuis 1990, Gerardo Martínez a été le collaborateur du Batallón 601, consacré aux renseignements, qui a été une pièce maîtresse dans la répression et la disparition de personnes.

Comment peut-on laver toutes ces personnes de leurs responsabilités ? Il faut le dire clairement : les forces motrices du coup d'Etat et de la dictature étaient internes. Le coup militaire a été la réponse de la classe dominante argentine face au niveau atteint par la lutte de classes, une conjoncture rendue plus aiguë par les organisations armées (il

existait un « danger d'imminence absolue », comme l'écrivait Zaffaroni). C'est dans ce contexte que les Etats-Unis ont soutenu la résolution du conflit.

La dictature n'était pas une marionnette des Etats-Unis

Déjà dans les années 1960 et 1970, Ruy Mauro Marini [économiste et sociologue d'origine brésilienne, dont l'ouvrage le plus connu est *La dialectique de la dépendance*, publié au Mexique en 1973] avait critiqué la thèse, en vogue dans la gauche, qui voulait que les militaires brésiliens qui avaient pris le pouvoir en 1964 étaient les marionnettes des Etats-Unis. Marini démontrait que la dictature avait sa propre force et que beaucoup des décisions qu'elle prenait allaient même à l'encontre des Etats-Unis.

Cette question de la soumission aux Etats-Unis était liée à la question de savoir si les pays comme le Brésil étaient des colonies ou des semi-colonies des Etats-Unis. J'ai déjà abordé cette question dans d'autres publications. Ce qui est important maintenant est d'affirmer que la dictature argentine n'était pas non plus une « marionnette » des Etats-Unis. Elle a eu des liens avec Washington, mais également des divergences, comme l'a démontré la vente de blé à la Russie [une URSS qui était très loin d'atteindre ses objectifs en termes de production agricole, en particulier de blé - Réd] alors que les Etats-Unis avaient décrété un embargo, le développement du plan nucléaire ou la guerre des Malouines. Tout indique que la relation qu'a entretenue l'Argentine avec les Etats-Unis entre 1976 et 1983 était non pas celle d'une colonie mais celle d'un pays indépendant. Et cela remet au premier plan le rôle de la classe dominante argentine durant la dictature. C'est la raison pour laquelle la thèse que l'Argentine aurait été « dominée » comme une colonie (et que donc le coup de 1976 aurait été « ordonné » par l'empire) convient très bien au discours qui prône un front de collaboration de classes (voir ci-dessous).

La politique en faveur des droits humains de Carter

A la veille de l'arrivée d'Obama, des analystes et des commentateurs politiques ont justifié ou défendu les agissements des Etats-Unis face à la dictature en invoquant la politique de Jimmy Carter en faveur des droits humains. On a même été jusqu'à spéculer qu'Obama pourrait venir accompagné par l'ex-président pour amortir les critiques de la gauche. Il faut dire qu'à partir de l'ascension de Carter à la présidence au début 1977, Washington a fait pression sur la dictature argentine pour qu'elle desserre l'étau de la répression. Un des signes du changement d'orientation de Washington a été donné par l'intervention de la Commission interaméricaine de Droits humains de l'OEA lorsqu'elle est venue à Buenos Aires en 1979. Des politiciens argentins, mais aussi des militants et des proches des disparus ont pu à cette occasion lui présenter leurs dénonciations et leurs griefs.

Cristina Kirchner a invoqué le rôle joué par Carter à l'Université de Georgetown lorsqu'elle a inauguré la Chaire Argentine le 26 septembre 2012, en déclarant : « Je veux honorer la figure de Jimmy Carter qui, avec son secrétariat des Droits humains, a joué un rôle prépondérant en intervenant sur la question des violations des droits humains et a obtenu la libération de personnes qui auraient autrement été assassinées. » Dans le même ordre d'idées, l'ex-chancelier Héctor Timerman [qui a été ministre des Affaires étrangères] a rappelé que son père, Jacobo, emprisonné et torturé par la dictature, avait été libéré en grande partie à cause de la pression de Washington.

Pendant le mandat de Carter, la social-démocratie européenne a elle aussi intensifié ses critiques à l'égard de la dictature. Ces secteurs faisaient pression pour une issue démocratique bourgeoise, plus ou moins négociée, capable de contenir les tensions et de rétablir le cours normal des affaires. Il faut dire qu'une fois la gauche la plus radicalisée vaincue, ils ne voyaient pas le sens d'une continuité de la dictature. Les partis politiques qui avaient soutenu Videla dans un premier temps comme l'UCR ou le MID ont peu à peu adopté la même posture. C'est la raison pour laquelle, presque imperceptiblement, ils ont effectué un tournant jusqu'à ce qu'en 1983 ils finissent tous par devenir des « démocrates » fanatiques (et ils le restent jusqu'à ce jour). Ce genre de revirements sont plus ou moins généralisés dans tout régime capitaliste et ne devraient pas inciter à embellir la classe dominante..

Une domination ne signifie pas forcément une dictature

Pour les raisons données ci-dessus, il serait erroné de penser que la situation de domination « normale » de la bourgeoisie est une dictature militaire (ou fasciste). Néanmoins, l'idée que les démocraties bourgeoises sont le résultat exclusif des luttes révolutionnaires des masses est profondément enracinée dans des secteurs de la gauche. Sans sous-estimer l'importance des révolutions démocratiques « depuis en bas », la vérité est que la démocratie reste une forme de domination normale de la classe capitaliste. On peut même dire qu'elle est plus sûre que la dictature, notamment à cause des mécanismes d'amortissement des conflits et des changements du personnel dirigeant de l'Etat qu'elle rend possibles. La dictature est une ressource à laquelle le capital peut faire appel, mais ce n'est pas nécessairement la seule dont elle dispose pour asseoir sa domination. Plus concrètement : le retour à la démocratie bourgeoise dans les années 1980 en Argentine ou dans d'autres pays d'Amérique latine a été réalisé avec l'accord non seulement des classes capitalistes latino-américaines mais aussi de Washington, des organes financiers internationaux et des principaux gouvernements capitalistes. Autrement dit, des mêmes qui avaient consenti ou donné leur aval à la répression sanglante de la gauche « irréductible ». Une fois le « sale travail » accompli, il était temps de revenir à la démocratie du capital, y compris avec ses traits répressifs « légaux ».

Le bilan des relations internationales doit être complet

J'insiste sur le fait qu'un jour la gauche va devoir inclure dans ses bilans et débats sur la dictature l'attitude du « mouvement communiste international ». Celui-ci a un lien avec ce qu'a fait le PC argentin, mais a aussi ses spécificités. En particulier, il faut mettre sur la table le soutien de Fidel Castro à la dictature de Videla [voir par exemple l'article publié le 20 novembre 2014 dans le quotidien espagnol El Mundo, suite à l'ouverture d'archives en Argentine, de même que l'article, avec reproduction de documents, publié par le quotidien argentin Clarin le 20 novembre 2014, intitulé « Documents officiels montrant la complicité de Fidel Castro avec la dictature de Videla »]. On ne peut pas continuer à éluder cette question.

Une précision : la répression sanglante n'a pas commencé en 1976

Lorsqu'on commémore le coup d'Etat militaire on escamote trop souvent le fait que les détentions arbitraires, les tortures et les assassinats n'ont pas débuté en mars 1976. Il faut en finir avec la narration (répétée ad nauseam par Julio Barbaro, Grondona, Morales Sola et d'autres) selon laquelle le Perón de 1973 était un bon petit vieux, qui a serré Ricardo Balbin [une des figures politiques de l'UCR dans les années 50, 60 et 70] dans les bras et voulait unir dans la paix les Argentins. Le Perón de 1973 est de la même trempe que Lopez Rega [1], de la bureaucratie syndicale, de Lastiri, d'Isabel Perón et d'autres personnages sinistres. Le massacre de Ezeiza [le 20 juin 1973 des militaires, des policiers liés à la Triple A tirèrent sur la foule lors de l'arrivée de Peron], le coup d'Etat à Cordoba en février 1974 qui a démis le gouverneur Ricardo Obregón Cano et les premiers assassinats de la Triple A se sont produits sous la direction de Perón.

Et au cours des mois suivant sa mort, la répression s'est intensifiée. Des milliers de combattants ouvriers et populaires ont été assassinés. Les bandes de la Triple A agissaient en totale impunité et avaient le soutien de la police et d'au moins certains secteurs de la bureaucratie syndicale. Et il faudrait ajouter à cela les détentions arbitraires, les tortures dans les commissariats ainsi que les brutalités de l'armée à Tucumán.

C'est dans ce climat que s'est préparé le coup militaire. La répression à partir de mars 1976 n'est pas surgie du néant. Elle a été la continuation et approfondissement de ce qui avait déjà commencé. Mais les crimes d'Etat commis entre 1973 et mars 1976 restent impunis jusqu'à ce jour. La tant vantée « Mémoire pour la Vérité et la Justice » [en 2002 est institué le Jour de la mémoire, qui a été officialisé par Kirchner en 2005] semble avoir des limites infranchissables.

Encore une précision : le « programme néolibéral » n'a pas commencé en 1976

Le premier plan d'« ajustement » de fond contre les travailleurs et contre le peuple a été lancé au milieu de l'année 1975, avec le célèbre « Rodrigazo » (le ministre de l'Economie s'appelait Celestino Rodrigo, qui était cautionné par Lopez Rega). Il y a eu à ce moment-là une dévaluation du peso de 150%, une augmentation moyenne de 100% des prix de tous les services publics, une augmentation de 180% du prix des combustibles, 45% d'augmentation des salaires et un plan d'endettement massif par rapport à l'étranger. Le mouvement ouvrier s'est opposé à ce plan d'ajustement, Rodrigo a dû y renoncer et peu après Lopez Rega - qui a d'ailleurs quitté le pays - a fait de même. Mais le Rodrigazo a été le précurseur de ce qui se passerait avec Videla et Martinez de Hoz.

Il faut un bilan qui mette en évidence les différences de classe

La dilution de la responsabilité de la classe capitaliste argentine en ce qui concerne le coup d'Etat militaire, le silence qui entoure les appuis effectifs dont a bénéficié la dictature, l'escamotage de la nature de classe de la répression entre 1973 et 1976 et du Rodrigazo, ne sont pas des oublis innocents. Ils sont fonctionnels dans la stratégie de « front anti-néolibéral » que prône le progressisme gauchiste, national et populaire. C'est pour cela que l'appel (qui circule ces jours dans les réseaux sociaux) à mettre de côté les différences politico-historiques pour « avancer tous ensemble » (depuis la gauche radicale jusqu'à la militance kirchnériste), ce 24 mars 2016, veut occulter et falsifier le passé.

Face à cela il est indispensable d'effectuer une analyse en termes de classes sociales et de ne pas craindre d'aller jusqu'au bout dans les bilans. (Cet article a été publié par Rolando Astarita sur son site. Traduction A l'Encontre)

[1] Des firmes suisses, par exemple Elektrowatt, entretenaient des liens historiques avec la classe dominante argentine, et en particulier avec le régime manipulé par Lopez Rega. Celui-ci fut non seulement un des instigateurs de la Triple A - organisation paramilitaire assassinant les militants de gauche - mais, après la mort de Peron en juillet 1974, le mentor d'Isabel Peron. Il a dû fuir l'Argentine en 1975 et se réfugia en Suisse, voir l'ouvrage de Juan Gasparini, La fuga del Brujo. (Réd. A l'Encontre)